

Convention collective

**IDCC : 8731. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(Midi-Pyrénées)
(1^{er} décembre 1982)**

(Étendue par arrêté du 2 mars 1983,
Journal officiel du 30 mars 1983)

AVENANT N° 83 DU 6 JUILLET 2017

RELATIF AUX CONGÉS POUR ÉVÉNEMENTS FAMILIAUX ET PERSONNELS

NOR : AGRS1897063M

IDCC : 8731

Entre :

Union régionale des syndicats d'exploitants forestiers et scieurs de Midi-Pyrénées ;

Union régionale des entrepreneurs des territoires Midi-Pyrénées,

D'une part, et

Union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Midi-Pyrénées ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;

Union régionale CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions du 2° « Congés pour événements familiaux et personnels » de l'article 45 de la convention collective du 1^{er} décembre 1982 susvisé sont abrogées et remplacées par les termes qui suivent :

« Tout salarié bénéficie, sur justification et à l'occasion de certains événements familiaux ou personnels, d'un congé de :

- 4 jours pour son mariage ou pour la conclusion d'un pacte civil de solidarité ;
- 1 jour pour le mariage d'un enfant ;
- 3 jours pour chaque naissance survenue à son foyer ou pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption ;

Ces jours d'absence ne se cumulent pas avec les congés accordés pour ce même enfant dans le cadre du congé de maternité ;

- 5 jours pour le décès d'un enfant ;
- 3 jours pour le décès du conjoint, du partenaire lié par un pacte civil de solidarité, du concubin, du père, de la mère, du beau-père, de la belle-mère, d'un frère ou d'une sœur ;
- 2 jours pour l'annonce de la survenue d'un handicap chez un enfant.

Ces jours d'absence n'entraînent pas de réduction de la rémunération. Ils sont assimilés à des jours de travail effectif pour la détermination de la durée du congé annuel.

Ces congés n'exonèrent pas le salarié de la nécessité d'avertir son employeur dès qu'il a connaissance des événements sus-indiqués.

L'indemnisation de chaque journée d'absence est fixée, pour les bûcherons-tâcherons, à 4 % du salaire brut, hors frais de mécanisation, correspondant au travail réalisé pendant le mois considéré. »

Article 2

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et deux seront déposés à la DIRECCTE Occitanie, unité départementale de la Haute-Garonne.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Toulouse, le 6 juillet 2017.

(Suivent les signatures)